

Des ONG font campagne pour la liberté d'expression en Tanzanie

@rib News, 02/03/2017 – Source AFP Des organisations de la société civile tanzanienne ont lancé une campagne appelant les forces de l'ordre et les autorités à garantir le respect des libertés d'expression et de réunion que le gouvernement est accusé de restreindre. "La campagne conjointe que nous lançons aujourd'hui vise à sauvegarder les libertés de réunion et d'expression. Sans liberté d'expression et de réunion, il ne peut y avoir de développement", indiquent ces huit organisations dans un communiqué daté de mercredi. [Photo : Un garde de sécurité devant un kiosque à journaux à Mwanza en Tanzanie.]

Ces organisations sont conduites par le Centre juridique et des droits de l'homme (LHRC), principale ONG tanzanienne de défense des droits de l'homme. La campagne est censée durer un an et consistera notamment en des séminaires, tables rondes et débats sur les différents médias du pays. "Depuis 2015, des lois ont été votées qui restreignent la liberté d'expression en Tanzanie", poursuivent les signataires de ce texte, citant notamment la loi sur les médias de 2016, dont la constitutionnalité est actuellement contestée en justice. Selon le communiqué, cette loi est trop vague dans sa définition du journaliste, qui peut même inclure des blogueurs ou tous ceux qui postent des informations sur des réseaux sociaux. L'obligation d'enregistrement des journalistes prévue dans la nouvelle loi constitue aussi une restriction à la liberté d'expression, poursuit le texte. "Nous recommandons que ces lois soient revues et réformées pour s'assurer qu'elles se conforment à la Constitution et aux standards internationaux", écrivent encore ces ONG. S'agissant de la liberté de réunion, les huit organisations citent des rapports indiquant qu'elle est sous le coup "d'une double attaque" de la police et des responsables politiques. "Au cours de cette campagne, nous appelons le gouvernement à comprendre qu'il est important que les gens se réunissent pour promouvoir le développement. Les personnes doivent être autorisées à se réunir pacifiquement et à s'associer avec d'autres pour pouvoir échanger leurs opinions sur les défis de leur vie", indique le texte. "Cela signifie que les autorités tanzaniennes doivent faciliter l'exercice de (cette) liberté. Ces obligations couvrent la facilitation de rassemblements pacifiques, ainsi que la responsabilité de prendre des mesures raisonnables et appropriées pour permettre le déroulement pacifique de manifestations légales", ajoutent les ONG. Les manifestations et rassemblements de partis politiques sont pratiquement aux arrêts depuis l'entrée en fonction, fin 2015, du nouveau président John Magufuli, champion incontesté de la lutte contre la corruption, mais de plus en plus accusé de dérive autoritaire.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});